

COMMUNIQUÉ DU CNCC N°001/26

TOGO : PAYS EN VOIE DE PAUVRETE OU DES DIRIGEANTS SANS CONSCIENCE DANSENT ET S'EGAIENT

« *Le Togo, pays rural, fait face à une insécurité alimentaire croissante. Classé 162^e sur 191 à l'Indice de Développement Humain, le pays reste l'un des plus fragiles du continent. Près d'un Togolais sur deux vit sous le seuil de pauvreté et les zones rurales sont les plus durement touchées. Dans certaines régions, la faim s'installe durablement : un enfant sur quatre présente un retard de croissance dû à la malnutrition chronique...* » Ainsi s'exprimait en novembre 2025, l'ONG *Elevages Sans Frontières*, dans un article sur le Togo [Togo : la faim gagne du terrain dans les campagnes].

Cet article dépeint le paradoxe d'un pays rural où **faute « d'infrastructures, d'appuis techniques et de financements, les familles rurales s'appauvrissent, la production locale s'effondre et la dépendance alimentaire du pays s'aggrave. »** Le Programme Alimentaire Mondial enfonce le clou en prédisant un risque d'insécurité alimentaire pour plus de 330.000 Togolais, particulièrement dans la Région des Savanes.

Pourtant, totalement en décalage avec cette réalité et le dur quotidien des Togolais, la classe dirigeante a célébré en toute insouciance et en grandes pompes le 60^e anniversaire du Président du Conseil. On les a vus danser, chanter, s'empiffrer à la gloire du monarque, pendant que le peuple lutte pour s'extirper de ses difficultés existentielles.

Le 06 juin 2026, des dirigeants sans conscience, se sont amusés et ont nargué les Togolais. Déjà, le 27 mai 2026 ils avaient augmenté les prix des produits pétroliers à la pompe, démontrant qu'une fois encore, **la seule réponse du gouvernement UNIR, face à une situation de crise financière, consiste à frapper le contribuable dans ce qu'il a de plus précaire : son pouvoir d'achat.** Cette augmentation entrainera un accroissement en cascade des prix des produits de première nécessité sur les marchés et va altérer le pouvoir d'achat et fragiliser les ménages. Le coût de la vie déjà insoutenable sera encore moins supportable présageant de lendemains difficiles dans les foyers.

Au Togo, quand le peuple souffre, ses dirigeants s'égaient...

L'augmentation des prix, au moment où les institutions internationales soulignent le risque de famine, révèle le fossé énorme entre une population constamment sous pression et la classe dirigeante vautrée dans sa bulle de confort et d'avantages indus.

Comment ne pas relever d'autres paradoxes ? On voit souvent des véhicules officiels rester moteur allumé pendant toute la durée d'une réunion afin de maintenir l'habitacle à une température confortable. **Pour ces dirigeants, quelques minutes d'attente dans une voiture non climatisée sont insupportables : leurs corps sensibles ne tolèrent plus la chaleur du Togo.** Le même comportement s'observe avec leurs familles : lors de cérémonies religieuses ou d'autres rassemblements publics, les véhicules des épouses et/ou des enfants restent en marche pendant de longues heures. Ces comportements, qui contribuent à une consommation inutile de carburant et à une aggravation de la facture énergétique, illustrent la gabegie au sommet de l'Etat et contrastent fortement avec les sacrifices demandés aux citoyens.

Cette augmentation intervient alors que les cours du pétrole connaissent actuellement une tendance à la baisse sur les marchés internationaux. Les citoyens s'interrogent donc sur les raisons qui justifient une

ADDI - ANC – FDR - PSR

SOCIETE CIVILE REPRESENTEE PAR FCTD - TLP TOGO - NOVATION INTERNATIONALE

telle mesure et sur les alternatives plus équitables qui auraient pu être envisagées. L'État disposait de plusieurs leviers lui permettant de limiter l'impact de cette hausse sur les populations :

- diminuer le train de vie de l'État et réduire spécifiquement les dépenses de carburant dans les ministères et les administrations publiques en n'autorisant que les déplacements strictement professionnels et nécessaires ;
- mettre fin aux distributions excessives de bons de carburant et autres avantages liés à l'usage de véhicules de service, afin que l'effort demandé soit partagé de manière équitable entre tous les acteurs de la société ;
- mettre en place des mesures d'accompagnement ciblées en faveur des familles modestes, des travailleurs à faibles revenus, des transporteurs et des petites entreprises particulièrement affectés par la hausse des coûts énergétiques ;
- procéder à des réallocations budgétaires en réduisant certaines dépenses moins prioritaires afin de dégager des ressources destinées à soutenir les ménages et les secteurs les plus touchés ;
- utiliser les réserves stratégiques pour amortir les fluctuations de prix et maintenir les tarifs à un niveau socialement acceptable ;
- communiquer de façon claire et honnête sur la vérité des prix afin que les populations, détentrices de la souveraineté nationale, soient mieux informées.

Les citoyens ne peuvent être la variable d'ajustement permanente des difficultés budgétaires ou économiques. **Il est injuste que les conséquences des difficultés économiques soient systématiquement supportées par les mêmes catégories de citoyens, tandis que les efforts de sobriété et de bonne gestion ne semblent pas s'imposer avec la même rigueur à ceux qui dirigent le pays.**

Nous exigeons des autorités un minimum d'exemplarité :

- il faut écouter les préoccupations de la population et explorer toutes les solutions possibles avant de demander de nouveaux sacrifices à des citoyens déjà durement éprouvés
- il faut prendre en urgence les mesures nécessaires afin d'endiguer le risque de famine dans une région meurtrie par les incursions djihadistes qui entravent fortement les activités champêtres
- il faut que les ressources de l'Etat soient orientées en priorité vers l'amélioration des conditions de vie des populations et la lutte contre l'insécurité alimentaire
- il faut cesser de danser quand le peuple crie famine.

Nous rappelons aux syndicats, qu'ils doivent permanemment défendre les intérêts des travailleurs et ne pas se transformer en caisse de résonance pour le gouvernement.

La solidarité nationale exige que les efforts soient justement répartis et que les plus vulnérables ne supportent pas seuls le poids des ajustements économiques.

Il est temps que le changement intervienne au Togo pour une gouvernance équitable !

Fait à Lomé, le 14/06/2026

Ont signé :

Les organisations de la société civile :
FCTD - Novation Internationale - TLP Togo

Les partis politiques :
ADDI – ANC – FDR - PSR

SIGNÉ

SIGNÉ